

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE
DU CADASTRE MINIER

2024/334
Arrêté N°2024_____/MEMC/SG/DGCM portant
octroi de l'autorisation d'exploitation industrielle
permanente de carrière de calcaire dolomitique
n°4326 dénommée « BOUNDE-DIGUINSSO » à la
société TROPIC MINING AND QUARRY SASU
« IFU : 00129442C ».

LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU la Charte de la Transition du 14 octobre 2022 et son modificatif du 25 mai 2024 ;
- VU la loi n°036-2015/CNT du 26 juin 2015 et son modificatif la loi n°012-2023/ALT du 25 juillet 2023 portant code minier du Burkina Faso ;
- VU le décret n°2022-0924/PRES-TRANS du 21 octobre 2022 et son rectificatif le décret n°2023-0017/PRES-TRANS du 12 janvier 2023 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2024-0908/PRES-TRANS/PM du 01 août 2024 portant composition du Gouvernement ;
- VU le décret n°2022-00996/PRES-TRANS/PM du 02 décembre 2022 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n°2023-0255/PRES-TRANS/PM/MEMC du 21 mars 2023 portant organisation du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrieres ;
- VU le décret n°2017-0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017 portant gestion des titres miniers et autorisations ;
- VU le décret n°2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017 et son modificatif le décret N°2023-1454/PRES-TRANS/PM/MEMC/MEFP du 27 octobre 2023 portant fixation des taxes et redevances minières ;
- VU le décret n°2020-00442/ PRES/ PM/ MMC/ MINEFID/ MSECUC/ MCIA/ MTMUSR/MEEVCC du 08 juin 2020 portant conditions de fabrication, d'importation, d'exportation, de transfert, de transit, de vente, d'achat, de transport, de conservation, de stockage et d'emploi des substances explosives à usage civil ;
- VU l'arrêté n°2023-384/MEMC/SG/DGCM du 1^{er} septembre 2023 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2018-218/MMC/CAB du 03 octobre 2018 fixant le contenu des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et bénéficiaires d'autorisations ;



Visa CF N°357

du 07/08/2024

- VU l'arrêté n°2018-219/MMC/SG/DGC du 03 octobre 2018 portant institution d'une déclaration mensuelle de la production industrielle des substances de carrières ;
- VU l'arrêté n°2017-000024/MMC/SG du 03 mai 2017 portant définition d'une unité cadastrale dans le domaine minier ;
- VU l'arrêté n°2023-013/MEEA/SG/ANEVE du 15 janvier 2024 portant émission d'avis conforme sur la faisabilité environnementale du projet d'ouverture d'une carrière pour la production de granulats de calcaire dolomitique dans le village de Bouindé-Diguinso, dans la commune de Karangasso Sambla, province du Houet, région des Hauts-Bassins, au profit de la société **TMQ (TROPIC MINING AND QUARRY)** ;
- VU la demande n°4326 de la société **TROPIC MINING AND QUARRY SASU** enregistrée le 24 janvier 2024 ;
- VU la lettre n°024/0469/MEMC/SG/DGCM du 22 juillet 2024 portant invite à payer des droits fixes d'octroi d'un montant de deux millions (2 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°0879755 du 26 juillet 2024 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est octroyé à la société **TROPIC MINING AND QUARRY SASU**, ayant son siège social à Ouagadougou, Burkina Faso, 11 BP 739 CMS Ouagadougou 11, téléphone : +226 25 30 02 15 / 70 20 61 58, l'autorisation d'exploitation industrielle permanente de carrière de calcaire dolomitique n°**4326** dénommée « **BOUINDE-DIGUINSSO** » située dans la commune de **Karangasso-Sambla**, province du **Houet**, région des **Hauts-Bassins**.

ARTICLE 2 : L'autorisation couvre une superficie de **100 ha**. Elle est définie par les sommets dont les coordonnées projetées (X, Y) en BFTM sont les suivantes :

Sommets	Coordonnées en BFTM (XY)	
	X (m)	Y (m)
A	263 500	1 241 200
B	263 600	1 241 200
C	263 600	1 241 300
D	263 800	1 241 300
E	263 800	1 241 200
F	264 100	1 241 200
G	264 100	1 241 300
H	264 700	1 241 300
I	264 700	1 240 800
J	263 900	1 240 800
K	263 900	1 239 700
L	263 500	1 239 700
Système de Référence ITRF 2008 /Projection BFTM		

ARTICLE 3 : L'autorisation est valable pour une période de cinq **(05) ans** à compter de sa date de signature. Elle est renouvelable par périodes consécutives de trois (03) ans.

ARTICLE 4 : En cas de renouvellement, la société **TROPIC MINING AND QUARRY SASU** doit déposer au service en charge du Cadastre minier un dossier complet au moins 90 jours avant l'expiration de la période de validité de l'autorisation.

Toute demande de renouvellement déposée après le délai susvisé est irrecevable.

ARTICLE 5 : En cas de non renouvellement, les terrains couverts par l'autorisation sont libérés de tous droits et obligations en résultant à compter de zéro heure le lendemain de sa date d'expiration.

ARTICLE 6 : La société **TROPIC MINING AND QUARRY SASU** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du Code minier en vigueur.

ARTICLE 7 : Les exonérations douanières et fiscales mentionnées à l'article 6 du présent arrêté excluent les taxes et redevances pour services rendus.

ARTICLE 8 : Pendant cette période de validité la société **TROPIC MINING AND QUARRY SASU** est tenue au paiement des redevances proportionnelles et au paiement annuel de taxes superficielles proportionnellement à la superficie de l'autorisation. Même après son expiration, les arriérés de paiement de ces taxes restent dus.

ARTICLE 9 : La société **TROPIC MINING AND QUARRY SASU** dispose d'un délai maximum de deux (02) ans à compter de la date de signature du présent arrêté, pour le démarrage effectif des travaux d'exploitation de la carrière.

ARTICLE 10 : La production prévisionnelle de la carrière est estimée à **160 000 tonnes** de granulats par an.

ARTICLE 11 : La société **TROPIC MINING AND QUARRY SASU** est tenue de fournir trimestriellement et annuellement, à la Direction Générale des Carrières, des rapports d'activités en trois (03) exemplaires, formats papier et numérique sur les résultats des travaux d'exploitation établis selon les canevas définis par la réglementation en vigueur.

Le rapport d'activités trimestriel doit parvenir à la Direction Générale des Carrières au plus tard trente (30) jours après la fin du trimestre concerné.

Le rapport d'activités annuel doit parvenir à la Direction Générale des Carrières au plus tard soixante (60) jours après le 31 décembre de l'année concernée.

En outre, elle est tenue de :

1. respecter le plan de développement et d'exploitation de la carrière ;
2. respecter le plan de gestion environnementale et sociale établi ;
3. respecter la réglementation minière en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail ;

4. tenir à jour sur le site d'exploitation, des registres de production et de vente journalière, cotés et paraphés par le Directeur Général des Carrières ;
5. déclarer sa production et sa vente mensuelles à la Direction Générale des Carrières sur des imprimés fournis par celle-ci, au plus tard un (01) mois après la fin du mois concerné ;
6. disposer d'un pont bascule sur le site d'exploitation pour la pesée des productions ;
7. avoir une autorisation préalable de la Direction Générale des Carrières pour tout achat ou importation de substances explosives à usage civil.

ARTICLE 12 : Toute transaction relative à l'autorisation est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des mines. En cas de réalisation de plus-value, suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des mines.

ARTICLE 13 : Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions législatives et règlementaires en la matière.

ARTICLE 14 : Le présent arrêté est enregistré, publié au Journal Officiel du Faso et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 14 AOUT 2024



Yacouba Zabré GOUBA
Chevalier de l'Ordre du Mérite
de l'Economie et des Finances

Ampliations :

- 1- ITS
- 1- DGC
- 1- DGCM
- 1- BUMIGEB
- 1- IDEM
- 1- DCMEF
- 1- SP /ITIE
- 1- DGD/MEFP
- 1- DGI/MEFP
- 3- TROPIC MINING AND QUARRY SASU
- 1- Gouvernorat / Région des Hauts-Bassins
- 1- Haut-Commissariat de la province du Houet
- 1- Mairie de la commune de Karangasso-Sambla
- 1- J.O.
- 1- Classement.

